

La guerre, une bonne affaire?

par Guy Mettan,* Genève



Guy Mettan
(Photo mad)

La guerre est-elle une bonne affaire? A voir la multiplication des conflits ces derniers temps, on pourrait le penser. La réalité, comme on peut l'imaginer, est différente. La réponse tient en quatre mots: ça dépend pour qui.

Commençons par les coûts. Après quinze mois d'hostilités,

la guerre d'Ukraine, fin juillet, avait coûté 233 milliards à ses sponsors, soit 90,5 milliards au titre de l'aide militaire, 12,2 pour l'aide humanitaire et 130 pour le soutien financier au budget ukrainien. Les principaux donateurs étaient l'Union européenne (90 milliards), les Etats-Unis (73), l'Allemagne (22), le Royaume-Uni (14,6) la Norvège (8) et le Japon (7). Mais ces dépenses ne comprennent pas celles de l'Ukraine elle-même, et encore moins celles de la Russie, qu'on peut évaluer à une centaine de milliards dont la moitié pour l'armée. Elles n'englobent pas non plus les coûts indirects, à savoir les dévastations, estimées entre 450 et 700 milliards, ainsi que les prestations d'aide aux réfugiés.

De son côté, on estime que la guerre coûte chaque jour 250 millions de dollars à Israël, soit une dizaine de milliards depuis le 7 octobre. Le Trésor israélien estime lui, les coûts à 2,5 milliards de dollars par semaine, le déficit budgétaire devant atteindre 4% du PIB à la fin de l'année. Mais d'autres estimations (les Echos) parlent de 50 milliards pour l'ensemble du conflit. Quant aux pertes économiques palestiniennes, elles sont incommensurables pour l'instant. Dans tous les cas, elles se calculeront en milliards.

Tout cela, bien sûr, si l'on ne tient pas compte des pertes en vies humaines et en blessés, par

milliers en Israël-Palestine, et par centaines de milliers en Ukraine-Russie, et en emplois et donc en revenus perdus.

Les coûts sont donc énormes. Mais ils ne sont pas perdus pour tout le monde. Les grands gagnants sont évidemment les industries militaires, qui voient s'envoler leurs chiffres d'affaires et leurs actions en bourse. De même pour les armées et les services de renseignement et de propagande, dont les budgets se mettent à gonfler. Tout près d'eux se tiennent les producteurs et traders en énergie, dont les prix et les marges tendent à s'enflammer, surtout s'ils se trouvent aux Etats-Unis. Plus bas dans la liste, on trouve tous ceux qui attendent la fin du conflit pour participer aux juteux marchés de la reconstruction et qui se bousculent dans les conférences dédiées à ce sujet, comme celle de Lugano réuni par *Ignazio Cassis* en été 2022.

L'impact des sanctions économiques, qui font partie intégrante de la guerre, est plus difficile à évaluer. Les sanctions occidentales censées provoquer l'effondrement de l'économie russe ont eu un effet inverse. Non seulement l'économie russe croît, mais elle est en surchauffe par manque de main d'œuvre, tandis que l'économie allemande est entrée en récession faute d'énergie bon marché et que le Royaume-Uni est en proie à une inflation galopante.

Quant aux effets à long terme, ils dépendent du sort des armes. En Palestine, il ne fait aucun doute que Gaza sera à moitié rasée et le Hamas vaincu. Mais Israël risque d'en payer le prix fort dans ses relations commerciales avec les pays du Sud global et en opportunités d'affaires perdues avec les voisins arabes, devenus très hostiles, et en projets de développement avortés, tel que l'axe d'échange avec l'Inde à travers l'Arabie saoudite voulu par le président Biden.

En Ukraine, l'avenir est moins clair. Mais il est certain que le pays sortira du conflit dévasté et amputé.

En conclusion, un constat s'impose: les contribuables et les peuples, où qu'ils soient, sont toujours perdants. Et une question demeure: pourquoi? Pourquoi toutes ces guerres pour des gains si aléatoires et si douteux?

* *Guy Mettan* (1956) est politologue, journaliste indépendant et auteur. Il a commencé sa carrière journalistique en 1980 à la «Tribune de Genève» dont il a été le directeur et le rédacteur en chef de 1992 à 1998. De 1997 à 2020, il a été directeur du «Club suisse de la Presse» à Genève. *Guy Mettan* est membre du Parlement cantonal genevois depuis 20 ans.